

Les espoirs déçus du féminisme américain

Dans la sphère des droits économiques et sociaux, en matière de reproduction, ou bien dans le domaine politique, les féministes américaines ont connu trahisons et reculs en permanence, voyant leurs espoirs d'atteindre l'égalité effective se briser et être toujours remis en cause.

Maryse BUTEL,
membre du Comité
central de la LDH

« **L**e genre est certainement le frein le plus puissant dans la vie américaine lorsqu'il s'agit de décider qui doit être à la cuisine ou qui pourrait être à la Maison-Blanche. Les Etats-Unis occupent le bas du classement des pays, pour leur faible nombre de femmes élues en politique, et les stéréotypes de genre y sont plus puissants que dans toute autre démocratie. » En janvier 2009, l'éminente féministe Gloria Steinem dénonce le retard pris par les Américaines dans leur lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le champ politique. Un an plus tard, Susan Rice, ambassadrice auprès des Nations unies, déclare que « *Le combat pour éliminer toutes les discriminations et inscrire le droit à l'égalité des femmes n'est toujours pas gagné* », regrettant que la Cedaw⁽¹⁾, l'unique convention internationale pour l'égalité, ne soit toujours pas ratifiée. En mars 2010, la National Organization for Women (NOW) lance un appel au président Obama, qui est favorable à la ratification, et demande l'instauration d'un dialogue national sur la question de l'amendement des droits égaux. En vain...

Fer de lance du féminisme dans les années 1970 et innovatrices audacieuses avec le concept du genre de Judith Butler, les Américaines n'ont pas anticipé la contre-offensive des forces conservatrices, provoquée par les avancées progressistes. Cette montée de la Nouvelle Droite,

coalition des ultraconservateurs, dont le Tea Party⁽²⁾, et de l'extrême droite chrétienne, éclate à partir des années 1980 et gagne en puissance sous les présidences de Ronald Reagan et George Bush. Les assauts répétés des parlementaires républicains érodent les acquis féministes, car ces partisans refusent de sortir d'une vision traditionaliste de la famille et d'imaginer une société moins clivée par les rôles socialement dévolus aux femmes et aux hommes. En 1991, la journaliste Susan Faludi parle d'un retour de bâton, d'une révolution conservatrice contre les femmes qui s'apparente à la guerre froide⁽³⁾.

Un tissu de contradictions défavorable

Une des failles du mouvement féministe américain est de ne pas avoir su appréhender l'articulation de tous les particularismes, le croisement entre le facteur racial, la religion, la classe sociale et le genre, communément appelé l'intersectionnalité.

La construction de la société américaine en communautés est souvent défavorable aux femmes et, pour équilibrer la représentation politique, les minorités afro-américaines, hispaniques, homosexuelles sont d'abord privilégiées. La représentation de la diversité l'emporte sur le genre. Bon nombre de femmes d'origine modeste, quelle que soit leur couleur ou appartenance raciale, ne se sont guère senties concernées par les conquêtes féministes.



Enfin, faute d'un cadre législatif national et de réelle volonté politique, les acquis féministes varient selon les différents Etats et les politiciens en place.

Dans le domaine de la santé, les conquêtes féministes sont sapées par les coups de boutoir incessants des milieux religieux. Trois ans après la validation du droit à l'avortement par la Cour suprême, l'Amendement Hyde, voté en 1976, exclut le remboursement de l'IVG, sauf en cas de viol et d'inceste. Les femmes pauvres et les jeunes filles sont les plus pénalisées. Seuls dix-neuf Etats continuent de le rembourser, mais les plus peuplés ne le font pas⁽⁴⁾. Les Etats-Unis détiennent d'ailleurs le record mondial d'adolescentes mères célibataires.

Le droit à la contraception est aussi régulièrement attaqué. Le 30 juin dernier, la Cour suprême a déclaré, par cinq voix contre quatre, que « *les entreprises privées ne sont pas obligées de proposer à leurs employées de rembourser d'un moyen de la contraception, si cela heurte les convictions religieuses des propriétaires* »⁽⁵⁾. Pour couronner le tout, les Etats-Unis n'accordent aux femmes ni congé maternité



© DR

Les quatre femmes qui ont exercé à la Cour suprême (de g. à dr.), Sandra Day O'Connor, Sonia Sotomayor, Ruth Bader Ginsburg et Elena Kagan.

ni congé pour enfant malade.

Dans le monde du travail, bien que le «plafond de verre» perdure, des brèches sont ouvertes et les femmes occupent des postes de direction de haut rang. L'an passé, Mary T. Barra, pour General Motors, et Marissa Mayer, pour Yahoo, sont devenues les PDG de leurs entreprises. Une première, aux Etats-Unis. En 2007, 40 % de femmes étaient à la tête d'entreprises privées ou à des postes de décision qui représentent trois mille milliards du PNB des Etats-Unis.

Une féminisation de la pauvreté

Cependant, sur le plan économique, on assiste à la féminisation de la pauvreté. Sur les cent millions d'Américains qui vivent à la lisière de la pauvreté, 70 % sont des femmes et des enfants. Selon le rapport Shriver de 2014, les femmes représentent 47 % de la main-d'œuvre et 62 % des salaires minimaux. Elles sont trop nombreuses à s'échiner dans des emplois mal payés, qui ne leur permettent pas d'économiser la somme permettant de faire face à une urgence. En 2012, lorsqu'un homme blanc gagne un dollar, une femme blanche perçoit

77 cents, mais une femme afro-américaine gagne 69 cents (un homme afro-américain 74 cents), une femme d'origine hispanique gagne 58 cents (un homme hispanique 65 cents). Le fossé se creuse, par rapport à un homme non-hispanique. La faiblesse de l'Equal Pay Act est de ne pas garantir l'égalité de salaires à travail semblable mais à travail égal, disqualifiant ainsi les femmes.

Dans l'éducation, les femmes sont plus nombreuses dans toutes les structures. Elles représentent 57 % des étudiants, soit trois millions d'étudiantes de plus que d'étudiants.

L'Equal Rights Amendment, jamais ratifié

Dans le champ politique, lors des primaires démocrates de 2008, quand Barack Obama est préféré à Hillary Rodham Clinton, les féministes américaines tombent de haut. Le choix d'un homme noir pour l'investiture signifie que le domaine politique relève du masculin et que le facteur racial prime sur le genre. Le «plafond de marbre» demeure un frein majeur à l'élection des femmes, et les chiffres en matière de parité sont consternants. Bien qu'une belle avancée ait eu

(1) Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes.

(2) Tea Party signifie «Taxed Enough Already»: «Déjà trop imposés».

(3) Susan Faludi, *Backlash, la guerre froide contre les femmes*, 1991.

(4) Les Etats les plus peuplés sont: le Michigan, la Pennsylvanie, le Texas et l'Ohio.

(5) Les cinq juges qui ont voté en faveur de la société Hobby Lobby sont tous des hommes.

(6) Au 31 octobre 2013, on comptait vingt sénatrices sur cent membres du Sénat: seize démocrates + quatre républicaines, soit 20 % du total. A la Chambre des représentants, il y a soixante élues démocrates + dix-neuf républicaines, soit 18 % du total.

(7) Seuls trente-cinq Etats ratifieront l'ERA, alors qu'il en fallait trente-huit pour atteindre les deux tiers sur les cinquante Etats, selon la Constitution américaine.

lieu en octobre 2013, seulement 20 % de femmes sont élues au Sénat et 18 % à la Chambre des représentants⁽⁶⁾. Ce piètre résultat souligne les obstacles que rencontrent les candidates, la misogynie des médias et d'une frange de la société américaine, le sexisme des partis. Toutefois, des nominations ponctuelles de femmes à des postes clés deviennent plus courantes. Sonia Sotomayor, Elena Kagan sont élues à la Cour suprême et, depuis 2007, Nancy Pelosi est la porte-parole des démocrates à la Chambre des représentants. Cathy McMorris Rodgers est numéro 4, chez les parlementaires républicains.

Mais le recul le plus spectaculaire concerne l'Equal Rights Amendment (ERA), l'amendement sur l'égalité des femmes. Proposé en 1923, l'amendement fut voté en 1972 par le Congrès, et enterré en juin 1982 pour n'avoir pas rempli les conditions légales à sa ratification⁽⁷⁾. Graver le processus d'égalité dans le marbre de la Constitution américaine amènerait une évolution du rôle des femmes dans la société, vers l'abolition du clivage entre les sphères privée et publique. Les conservateurs refusent cette éventualité, et les élus républicains majoritaires au Congrès sont les premiers à manœuvrer contre cet amendement. Ce renoncement accable les féministes, qui sont loin d'avoir réussi à combler le fossé de l'égalité promise.

Toutefois, les nouvelles militantes de la troisième vague du féminisme reprennent le flambeau et placent leurs espoirs dans la candidature d'Hillary R. Clinton à l'élection présidentielle de 2016. Consciente des enjeux et des régressions, madame Clinton assume les contradictions de la société américaine. Mais pourquoi faut-il, pour être élue, qu'une femme montre qu'elle est à la fois une femme politique d'expérience et une future grand-mère comblée de joie? ●